

BUREAUX : Rue Nain, 1.
Roubaix, Tourcoing:
Trois mois, 12 f.
Six mois, 23
Un an, 44

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT:
Le Nord de la France
Trois mois, 12 f.
Six mois, 23
Un an, 44

On s'abonne et on reçoit les annonces: A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée; A PARIS, chez MM. Havas, Laffitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8; A TOURNAI, au bureau du journal l'Economiste; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 11 JUILLET 1870

Selon toutes probabilités, la journée ne se passera pas sans que le télégraphe nous ait apporté une déclaration officielle du gouvernement français. En attendant, nous continuons de résumer les renseignements contradictoires qui nous parviennent de divers côtés. Jusqu'ici c'est la guerre qui semble prévaloir.

Le Monde publie le passage suivant d'une lettre que lui adresse de Vienne un de ses correspondants:

On croit ici depuis deux jours à une guerre entre la Prusse et la France, dont un Hohenzollern sera le prétexte ou la cause. Dès le mois de septembre 1868, j'ai vu que la Prusse avait trompé les mains dans la révolution espagnole. M. de Bismarck et le duc de Gramont sont fort au courant. Ils ont entre les mains des pièces fort compromettantes contre Prim et des documents officiels qui seront bientôt rendus publics.

Cette lettre a été écrite le 6 juillet, c'est-à-dire avant que son auteur eût pu avoir connaissance de la déclaration de M. de Gramont.

Nous avons parlé hier de l'appui donné par le roi des Belges à la candidature du prince de Hohenzollern. L'indépendance belge dément les renseignements fournis à ce sujet par la France. Mais la Patrie confirme le fait dans la note suivante:

Plusieurs journaux parlent de l'imixtion du roi des Belges dans la question de la candidature du prince de Hohenzollern, frère de la comtesse de Flandre. Le journal la France, précisant les faits, dit que le roi n'a parlé à la cour d'Angleterre pendant son séjour à Londres mais que cette ouverture n'a reçu aucun encouragement de la part de Sa Majesté britannique.

Les renseignements de la France sont exacts, et on doit regretter que le roi des Belges n'ait agissé ainsi, soit sorti de la neutralité imposée à son pays par les traités.

Nous ajouterons que toutes les puissances ont fait un mauvais accueil à la notification du maréchal Prim, et que, seul, le gouvernement belge a eu, dans cette circonstance, une attitude différente. Bonnet.

Il ne faut pas oublier, dit l'Union, que si le conflit vient à éclater entre la France et la Prusse, la neutralité de la Belgique peut être sérieusement menacée; et à ce point de vue l'attitude que prennent nos journaux officieux à l'égard du gouvernement belge mérite une sérieuse attention.

Le gouvernement français vient de recevoir des dépêches de Chine, signées de M. de Rotchekouart. Ces dépêches sont, il est vrai, antérieures au 25 juin, jour où aurait eu lieu le massacre, mais comme elles ne font mention d'aucune éventualité menaçante, il est permis d'espérer encore que le malheur annoncé n'a pas eu lieu. La nouvelle aurait pu nous en arriver déjà par la voie télégraphique russe qui est la plus courte. On ne s'explique pas que le renseignement dût être envoyé par bateau de Tientsin à Ponte-de-Galles (Ceylan). En un mot, il

et y a encore une légère chance pour que l'affreux événement dont on a parlé ne soit qu'une fausse nouvelle.

EDMOND DUVAL.

LA PAIX OU LA GUERRE

L'émotion patriotique que produisait il y a huit jours la nouvelle de la candidature du prince de Hohenzollern, bientôt suivie de la déclaration du Gouvernement français, ne s'apaisera que devant une déclaration également nette du gouvernement prussien.

Si le roi de Prusse, usant de son autorité de chef de famille, ordonne au prince de Hohenzollern de refuser la candidature du trône d'Espagne, alors la situation changera dans un autre sens, aussi brusquement qu'elle l'a fait au commencement de cette semaine, et redeviendra pacifique.

Mais si la Prusse cherchait à équivoquer et à gagner du temps, si elle se réfugiait derrière des subtilités et des réticences, affectant l'ignorance, disant qu'elle ne sait ce qu'on lui veut et que toute cette affaire ne la regarde pas, alors, au lieu de la paix ce serait la guerre.

La paix ou la guerre, mais l'une ou l'autre immédiatement.

Oui, au milieu d'une civilisation qui grandit par la paix, déclencher la guerre avec tous les sacrifices qu'elle impose, avec tous les maux qu'elle fait cortège, avec les effroyables moyens de destruction que la science moderne met aux mains des hommes, c'est pour un gouvernement une terrible responsabilité.

Le gouvernement français n'a point soulevé l'incident Hohenzollern, et le voyant se produire, il n'a pas pu le traiter légèrement, comme un fait de peu d'importance; ni la dignité du pays, ni ses intérêts, ni le sentiment national ne le lui permettaient.

La France est susceptible à l'égard de la Prusse, et elle a raison de l'être. Sans remonter au delà de la guerre de 1866, le gouvernement prussien, après le coup d'audace et de fortune qui lui soumettait l'Allemagne, prit vis-à-vis de notre pays une attitude désagréable et malveillante qu'il a gardée depuis.

Quand la France négocia, en 1867, l'acquisition du Luxembourg, elle rencontra l'opposition déclarée de M. de Bismarck, qui pourtant, quelques mois avant Sadowa, l'engageait à prendre la Belgique; sans l'extrême modération de notre gouvernement, la guerre eût éclaté dès lors.

La France, sympathique au Danemark, avait demandé pour ce royaume la restitution de quelques lambeaux du territoire qu'on lui avait enlevé en 1864; la Prusse s'y engagea formellement par le traité de Prague; mais elle n'a jamais songé à tenir un engagement placé cependant sous la garantie morale de la France.

Devant une attitude caractérisée par

de pareils actes, le sentiment national est susceptible et défiant; on le serait à moins. Aussi, quand on a vu surgir cette candidature d'un prince de la famille royale de Prusse au trône d'Espagne, il n'y a eu qu'une voix en France; le sentiment de répulsion, de résistance, a été instantané et unanime.

Non-seulement cette candidature est contraire à nos intérêts, mais encore elle s'est présentée de la manière la plus fautive. Préparée dans l'ombre, elle s'est révélée comme un complot tramé contre la France.

Prim, dit-on, en gardant le secret sur la négociation, n'avait en vue que l'état intérieur de l'Espagne, et ne songeait qu'à déjouer les menées des partis. Nous ne savons si cette raison est bien fondée, mais en supposant qu'elle le fut quant à l'Espagne, il n'en serait pas de même pour la Prusse. Cette puissance, à moins d'avoir été tenue dans l'ignorance la plus invraisemblable des desseins de Prim, se devait de ne pas y entrer sans en prévenir la France. Il ne saurait venir à l'idée de personne, même à Berlin, que l'avènement d'un prince prussien sur le trône d'Espagne soit une chose parfaitement naturelle et simple, une chose dont la France n'ait pas à se soucier, et sur laquelle il soit inutile de prendre son avis.

Qui donc pourrait s'imaginer que la France n'a plus aucun souvenir de ses traditions nationales et de sa situation dans le monde? On ne discute pas une pareille supposition.

Ainsi, à une candidature inacceptable, il s'est ajouté un procédé tout aussi inacceptable.

Que l'offense ait été intentionnelle et préméditée de la part du général Prim et de M. de Bismarck, nous ne le croyons point, puisque les intéressés affirment le contraire, mais de vagues assurances de bonne volonté ne suffiraient pas; il ne peut être réparé que par un acte.

Nous laissons Prim se démêler des embarras qu'il s'est créés, ce n'est pas à lui que nous avons directement affaire; mais la Prusse, qui n'a qu'un mot à dire pour faire disparaître la candidature Hohenzollern, doit le dire et sans un jour de retard, si elle tient à prouver qu'elle n'est pas hostile à la France, et qu'elle ne cherche pas à l'enfermer dans un cercle d'inimitié de plus en plus étroit et dont il faudrait toujours bien sortir par la guerre.

La France veut la paix, mais il faut que cette paix soit tenable.

Le serait-elle si, là où nous acceptons volontiers des amis, nous trouvions des ennemis attachés à nous amoindrir, s'efforçant de nous envelopper de leurs intrigues, épiant l'occasion de nous assaillir?

Une paix de ce genre serait trop précaire ou trop troublée pour mériter le nom de paix; il ne faut pas que, lorsque la France ne cherche que le développement pacifique de sa liberté et de sa prospérité, on vienne lui jeter à l'improviste un ident comme cette candidature prussienne. Ou la paix avec sécurité et dignité pour les autres comme pour nous, ou la guerre que les autres auront voulue et

que la France soutiendra avec les grands souvenirs de son passé et la conscience de son droit.

(Moniteur universel). LEO JOUBERT.

Nous lisons dans la France:

Une dépêche de Londres nous apporte une nouvelle qui mérite d'être signalée: L'escadre prussienne actuellement à Plymouth doit quitter demain ce port, se diriger sur Brest.

On ne dit pas si elle fera escale ou si elle se contentera de saluer de loin le Goulet avant de continuer sa route vers Cadix.

Cela dépendra sans doute des événements et des instructions reçues demain de Berlin par la flotte prussienne.

C'est demain soir ou après-demain matin qu'est attendue à Paris la réponse que M. Benedetti est chargé d'obtenir.

Au cas où elle ne serait pas satisfaisante, les mesures nécessaires pour appuyer au besoin par les armes les droits de la France, seraient prises sans délai.

Dès à présent, du reste, la vigilance du gouvernement a commencé à pourvoir à cette éventualité.

Notre diplomatie croit avoir la preuve que le roi Guillaume, personnellement, était parfaitement au courant des négociations relatives à la candidature du prince de Hohenzollern. Elle n'aurait pas la même certitude en ce qui concerne M. de Bismarck.

On dément la nouvelle donnée par plusieurs journaux, que lord Lyons aurait entre les mains depuis vingt-quatre heures, la renonciation du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne. Ce qui est vrai, c'est que la diplomatie anglaise fait les plus louables et les plus sincères efforts en faveur du maintien de la paix.

On lit dans le Memorial diplomatique:

Nous apprenons aujourd'hui d'une source qui nous inspire une confiance absolue que c'est la princesse Antonia, femme du prince et seconde sœur du roi de Portugal, qui a été l'âme des négociations.

Il est notoire que cette princesse a un très grand ascendant sur l'esprit de son mari, doué d'un caractère doux et paisible, tandis qu'elle, qui est issue d'une dynastie régnante se sent vivement blessée de n'être traitée à la cour de Berlin que comme l'épouse d'un prince puîné; aussi refuse-t-elle constamment de paraître dans le cercle de la famille royale de Prusse. On conçoit dès lors combien l'offre de la couronne d'Espagne a dû la séduire.

Toutes ces circonstances ont, à ce qu'il paraît, été révélées au maréchal Prim par l'attaché militaire de Prusse à Madrid, qui a, dit-on, joué un rôle assez important dans cette affaire.

La Liberté publie la note suivante:

On nous apporte, au moment de mettre sous presse, une information du journal officielle de Saint-Petersbourg, dont la gravité n'échappera certainement à personne:

On annonce de Munich à l'Augenburger Abendzeitung la clôture des négociations qui ont eu lieu à Berlin entre les plénipotentiaires des Etats allemands du Midi et de la Confédération allemande du Nord, pour régler d'après un tarif uniforme le prix des transports militaires sur les chemins de fer. Ces négociations auraient abouti d'une manière satisfaisante, et M. de Schamberger, qui représentait la Bavière, est déjà de retour à Munich.

En même temps il se jeta sur un siège et allongea ses jambes d'un air de fatigue.

Linguard, en dépit de son pouvoir sur lui-même, manifestait un trouble extraordinaire; la terreur, l'indignation, le désespoir le faisaient rougir et pâler tour à tour. Pendant qu'il hésitait, son regard tomba sur madame et mademoiselle Meursanges; elles se tenaient dans l'ombre, immobiles et silencieuses. Il s'élança vers elles impétueusement.

Vous êtes encore là? s'écria-t-il rudement; que faites-vous? Qui vous retient? Prétendez-vous épier mes actions dans ma propre demeure?

Les deux dames se seraient toutes tremblantes l'une contre l'autre. Jamais leur hypocrite protecteur ne leur avait parlé sur ce ton brutal.

Ami, dit la mère avec embarras, mon cher monsieur Linguard, ni ma fille, ni moi nous n'avons eu l'intention...

Laissez-nous, interrompit sèchement le maître du logis.

Elisabeth voulut entraîner madame Meursanges; le mystérieux Tête-à-l'Envers s'approcha d'elles avec empressement.

Qu'est-ce ceci, vieil égoïste? dit-il à Linguard d'un ton moitié plaisant, moitié sérieux, me prends-tu pour un sauvage? Sache-le bien, j'ai vu des dames jaunes en Chine, des dames vertes à Java, des rouges en Amérique, des blanches ou des noires partout, et on ne m'a jamais reproché d'avoir manqué d'égards

D'après un bruit que nous n'enregistrons que sous toutes réserves, une des trois divisions d'infanterie en garnison à Paris se dirigerait sur le point de partir pour la Moselle.

Le prince Alfred, fils de la reine d'Angleterre, a reçu de l'amiral l'ordre de se rendre à la station de la Galathée, à la station navale de l'Australie pour un service de deux ans.

Le prince était à l'île de Ceylan quand cet ordre lui est parvenu.

On avait fait courir le bruit que, sur l'invitation de la Prusse, les autorités de Luxembourg relevaient, en ce moment même, les fortifications de la ville en parties démantelées à la suite des événements de l'année dernière et dont tout le monde se souvient.

Informations prises, il n'y a rien d'exact dans cette rumeur dont l'importance est très grande.

Nous avons signalé les préparatifs qui se poursuivent dans le port de Toulon. D'un autre côté, des instructions auraient été envoyées aux autorités maritimes de Cherbourg pour mettre la flotte en état de transporter 30,000 hommes.

Le vice-amiral Bouët-Villaumez est désigné pour le commandement de l'escadre de la Baltique au cas où la guerre serait déclarée.

M. le vice-amiral de la Roncière commanderait une division de cette escadre.

L'escadre française de la Méditerranée est en ce moment dans les eaux de Sicile. Elle a reçu l'ordre de se trouver le 10 juillet en rade de Palerme pour y recevoir des instructions.

Le gouvernement prussien vient d'ordonner la mobilisation du premier contingent de la landwehr.

Deux divisions de l'armée de Paris auraient reçu l'ordre de partir pour le camp de Châlons.

Madrid, 9 juillet, soir. En présence de la gravité de la situation, le Régent n'a pas dû devoir rester à la Granja. Le maréchal Serrano est rentré ce soir à Madrid. La population lui a fait le meilleur accueil. Le Régent a reçu presque immédiatement l'ambassadeur de France avec qui il a eu une longue conversation très-amicale.

On assure que le maréchal Serrano a dit à M. Mercier que comme Régent constitutionnel il avait pris pour règle de ne pas se séparer des résolutions prises par ses ministres, et que notamment dans les questions de candidatures, il ne s'était opposé à aucune, pas même à celles qui pourraient lui être désagréables afin de ne pas laisser supposer aux personnes qui ne le connaissent pas qu'il tient à conserver la Régence. C'est ainsi qu'il avait fait pour la candidature du duc de Gènes et pour d'autres encore.

Londres, 10 juillet. L'Observer publie un article contre l'attitude de la France dans la question espagnole. L'Observer considère les difficultés relatives à la situation espagnole comme de trop peu d'importance pour pouvoir amener une configuration européenne.

L'Observer dit qu'aucune notification officielle de la candidature de Hohenzollern n'a été faite à Londres par le cabinet de Madrid.

envers le sexe, quelle que fût sa couleur. Permettez donc à ces dames de m'honorer de leur compagnie...

Cosans-facon bizarre, ce ton de maître, si extraordinaire dans une espèce de mendiant, arrivé en France depuis quelques heures seulement, renversait toutes les idées des assistants. Les dames ne savaient quel parti prendre; Christophe, debout près de la porte, attendait les ordres de son maître et ouvrait de grands yeux éfarés. C'émerveilleux aplomb avait vivement frappé Linguard lui-même.

Pour parler avec tant d'assurance, pensait-il, il faut qu'il soit bien sûr de ses droits! Allons, je ne peux tarder davantage à le reconnaître; résignons-nous donc, en attendant qu'il se découvre!

Aussitôt son visage changea; son sourire étudié reparut sur ses lèvres.

Mes chères amies, dit-il d'un ton doucereux en prenant le Nabab par la main, tout ce qui se passe ici doit vous paraître bien singulier. Vous vous expliquerez mon trouble et ma brusquerie involontaire, quand vous saurez que mon hôte est M. Auguste Fleuriaux; mon ancien maître, qui a quitté la France il y a vingt ans environ!

Attendez! attendez! s'écria madame Meursanges embêtée par la curiosité, j'ai quelque souvenir de cette affaire; car elle fit grand bruit à peu près à l'époque de mon mariage. M. Fleu-

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX DU 12 JUILLET 1870.

— 6 —

IV

TÊTE-À-L'ENVERS.

Le personnage qui s'était donné à lui-même le nom assez étrange de Tête-à-l'Envers s'arrêta sur le seuil de la porte; avant d'entrer, il jeta dans la salle un regard lent et solennel.

Comme tout ici est changé, dit-il d'un ton où malgré sa légèreté ordinaire, perceait une émotion profonde; comme tout est vieux, noir et triste! L'ancien salon d'apparat, la pièce qu'on n'ouvrait qu'aux grands jours!

Cependant Linguard avait repris un peu de présence d'esprit; il se leva et fit quelques pas au-devant du visiteur.

Monsieur, dit-il en s'inclinant avec une politesse affectée, je ne vous connais pas et je ne sais ce qui me procure l'honneur...

Le Nabab se dressa et regarda fixement le maître de la maison. Tout à coup il partit d'un bruyant éclat de rire: — Par la Cabah! s'écria-t-il; si je juge de moi d'après toi, mon pauvre Linguard, il n'est pas étonnant que nous ne nous reconnaissons pas. Vingt années peuvent-elles changer un homme à ce

Au même instant parut l'étranger que nous avons vu déjà à l'auberge de la Belle Maguelonne.

point? Tu parais aussi vieux que le brahmine Abdalha que je rencontrai sur le bord du Gange, pêchant des crocodiles à la ligne, et Abdalha avait cent deux ans!

Monsieur! interrompit Linguard avec une anxiété visible.

Tête-à-l'Envers saisit d'une main le bras de Linguard, tandis que de l'autre il élevait la lampe au niveau de son visage.

Tu ne me reconnais pas, et cependant tu trembles, dit-il d'un ton d'ironie. Regarde-moi donc bien, Antoine-Joseph Linguard, ancien premier commis de la maison Fleuriaux et compagnie, à Marseille; regarde-moi d'aussi près que tu voudras; j'ai été rudement secoué par la destinée, sur terre et sur mer, mais je suis toujours.

Oseriez-vous encore porter votre nom dans ce pays, où il est déshonoré, flétri? s'écria Linguard involontairement.

Et pourquoi non? reprit l'étranger avec mélancolie; le temps efface tout... J'ai eu une jeunesse orageuse, il est vrai; mais une seule personne, peut-être, aurait eu le droit de me maudire, et j'ai appris à mon arrivée que cette personne avait disparu depuis longtemps...

Laissons cela, ajouta-t-il d'un ton bref; tu me connais, Linguard, tu sais ce qui m'a mené ici. Fais-moi donc servir à souper; car je suis las, et le vin de Lamalgue, que j'ai bu à l'auberge de la Belle-Maguelonne m'a mis en appétit.

LA BASTIDE ROUGE

PAR ELIE BERTHET.

III

UNE SOIRÉE A LA BASTIDE.

Laisse, laisse, j'ai habité la maison avant toi, s'écria-t-on en provençal. La plus vieille hirondelle reconnaît toujours son nid!

Plus de doute... c'est lui! murmura Linguard.